

La Commission répartit l'accueil des migrants

Union européenne Elle propose que celui-ci soit mieux partagé entre les Etats membres.

La Commission européenne est allée jusqu'au bout de son idée de répartir l'accueil de 20000 migrants et de réfugiés entre les Etats membres par le biais de quotas. Quitte à susciter l'ire de certaines capitales, dont le Royaume-Uni et la Hongrie. L'exécutif européen proposera, d'ici la fin du mois de mai, de mettre en place un mécanisme d'intervention urgente pour mieux répartir temporairement les migrants entre Etats membres. Les quotas de migrants par pays seraient calculés selon des critères objectifs, tels que le PIB de l'Etat membre, le nombre d'habitants du pays, son taux de chômage et le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés qu'il accueille déjà sur son territoire.

Selon le plan de la Commission, l'Allemagne, la France et l'Italie seraient les premières terres d'accueil (avec respectivement environ 15,43; 11,47 et 9,94% du nombre total de réfugiés). A

la Belgique, il est demandé d'en accueillir 2,45%, soit 490. Une goutte d'eau dans l'océan. On compte déjà 4 millions de réfugiés pour la seule Syrie, établis pour la plupart dans les pays voisins.

La Commission va plus loin, en envisageant la création d'un mécanisme de réinstallation permanent, afin que les Etats membres se partagent la responsabilité de l'accueil des demandeurs d'asile. Le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande ne pourront être obligés de participer à ce dispositif. Le premier a d'ores et déjà averti qu'il refuserait de prendre part à ce projet.

Une opération contre les passeurs

L'exécutif européen veut également renforcer les moyens dévolus aux missions de surveillance et de sauvetage en mer Méditerranée Triton et Poséidon – 2000 migrants ont encore été secourus, jeudi, au large des côtes italiennes. De plus, l'Europe veut lancer une opération navale de type militaire pour s'attaquer directement aux passeurs qui opèrent essentiellement à partir de la Libye. Elle attend, pour cela, l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies.

OleB